

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 12/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BARRY CALLEBAUT NORD CACAO

Port 7522 - 7522 Route du Développement
59820 Gravelines

Références : -
Code AIOT : 0007001115

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement BARRY CALLEBAUT NORD CACAO implanté Port 7522 - 7522 Route du Développement 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARRY CALLEBAUT NORD CACAO
- Port 7522 - 7522 Route du Développement 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0007001115
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

BARRY CALLEBAUT est un fabricant suisse de chocolat, né de la fusion en 1996 par KLAUS JOHANN JACOBS de la société belge CALLEBAUT et de la société française CACAO BARRY. Le site Gravelinois est spécialisé dans le traitement de beurre et de masse de cacao. Ses activités comprennent notamment une installation classée sous la rubrique 2240 « extraction ou traitement d'huiles végétales, huiles minérales, corps gras ». Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 1998 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2014. Le site comprend :

- un bâtiment de stockage de masse et beurre de cacao ;
- un atelier de fonte ;
- un atelier de désodorisation du beurre de cacao (2 unités de capacité 90 tonnes/jour : une fonctionnant en traitement continu et l'autre travaillant par batch de 2 tonnes) ;
- des stockages en cuve de beurre et masse fondue.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 7.5.1	Sans objet
2	Etat des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
3	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
4	Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
5	Indisponibilité des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en avant de non- conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Présence des moyens d'intervention
Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre comportant notamment:

- Au moins deux poteaux incendie normalisés NF 61213 de débit minimal unitaire de 60 m³/h. Ils comportent deux orifices de 100 mm et 65 mm.
- Au moins 8 Robinets d'Incendie Armés (RIA) de 40 mm de diamètre nominal, conformes aux normes françaises (NFS 61.201 et 62.201). Ils sont placés de telle sorte que toute la surface de ces locaux soit atteinte par 2 jets de lance.

S'ils sont placés dans des armoires ou coffrets, ceux-ci doivent être signalés et ne pas comporter de dispositifs de condamnation. L'alimentation en eau des appareils doit être indépendante des besoins ordinaires de l'établissement. Le RIA le plus défavorisé doit avoir une pression au moins égale à 2,5 bars. Cette pression doit pouvoir être contrôlée.

- Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme NFS 60.100 sont disposés en nombre suffisant et judicieusement répartis dans l'usine, en accord avec le Service d'Incendie et de Secours. Les extincteurs sont repérés, fixés pour les portatifs, numérotés et accessibles en toutes circonstances. Ils sont vérifiés régulièrement (au moins une fois par an) et maintenus en état de fonctionnement en permanence.

L'ensemble du personnel reçoit une formation générale sur la lutte contre l'incendie et sur l'utilisation des moyens de secours.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan Établissements Répertoriés établi par l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a redéfini, bien qu'il n'ait pas modifié ses installations, ses besoins en eaux d'extinction et a établi le 01/07/2024 un nouveau calcul D9.

Ce nouveau calcul fait apparaître un besoin hydrique d'un minimum de 570 m³/h soit 1140 m³ pendant 2 h.

Pour atteindre ces nouvelles capacités, l'exploitant a installé en accord avec le SDIS, deux réserves souples d'une capacité unitaire de 280 m³, raccordées chacune à 3 poteaux incendie.

Il dispose également à moins de 100 m de ses installations de 3 poteaux incendie (2 implantés dans le site, et 1 situé sur la route bordant les installations).

Le débit des 3 poteaux en simultané est 294 m³/h sous 1 bar.

Les ressources hydriques sur 2 heures du site, en cas d'incendie sont donc désormais de 1 148 m³.

Une commande a été passée le 28/10/2025, à la société SADE afin de réaliser un bassin de rétention des eaux d'extinction de 1266 m³ correspondant au nouveau calcul D9A.

L'inspection a constaté la présence de 3 RIA dans l'usine de production et 8 RIA dans l'entrepôt de stockage de cacao.

Le RIA situé le plus loin de l'alimentation en eau et donc le plus défavorisé est pourvu d'un manomètre.

La pression relevée lors de l'inspection était de 3,5 bars.

L'inspection a également constaté la présence d'extincteurs répartis, dans l'entrepôt, l'usine et le bâtiment abritant les bureaux.

L'ensemble du personnel est formé à la sécurité incendie par un organisme externe au site. Cette formation a pour contenu:

- Présentation des moyens (Les Extincteurs portatifs et les Robinets d'Incendie Armé "RIA");
- Leur fonctionnement (Présentation des éléments, signalétique, quand et comment utiliser ces moyens de 1^{ère} intervention (limites d'emploi);
- mise en pratique (Présentation d'un RIA, des extincteurs • Mise en œuvre d'un RIA (sans utilisation) sur établissement horizontal, vertical ou rampant et effectuer une réserve, mise en œuvre d'extincteurs, démonstration réelle de l'utilisation d'un RIA.

Un recyclage est effectué dans un délai maximal de 18 mois.

L'exploitant dispose de plans, ou figure les différents équipements constituant le système de lutte contre l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande N°1 :

L'exploitant enverra, dès la fin des nouveaux aménagements, un porter-à-connaissance à monsieur le Préfet du Nord afin de demander la modification de son arrêté préfectoral en conséquence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés,

opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan localisant les différents moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'inspection a vérifié par échantillonnage, la présence, l'état apparent, et les dates de vérification notées sur quelques extincteurs, les RIA, et commande de dispositifs de désenfumages dans le local de stockage du cacao.</p> <p>Les équipements inspectés étaient à jour de leur vérification, et étaient en bon état apparent, accessibles et clairement identifiés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure QDS-GRAV-HSE9.</p> <p>Cette procédure encadre à son chapitre 11, le contenu et la fréquence des maintenances et vérification des moyens d'intervention du site (extincteurs, RIA, détecteurs autonome avertisseur de fumées, détecteurs optiques, centrale incendie, portes coupe feu, poteaux incendie, système de désenfumage).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les différentes maintenances et vérifications sont consignées dans le registre sécurité. L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports de vérification de ses équipements.</p> <p>L'inspection a regardé par sondage les rapports de vérification</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs du 23/04/2025; • des deux poteaux incendie du site du 28/07/2025; • des détecteurs autonomes avertisseur de fumée . <p>Ces rapports n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 5 : Indisponibilité des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité des moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure QDS-GRAV-HSE9. Cette procédure fixe à son chapitre 12 les mesures compensatoires mises en place en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie. Elle prévoit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'information du service de secours; • la mise en place de rondes régulières par du personnel interne et/ou via un prestataire; • la mise en place d'une main courante des rondes • l'arrêt de toutes interventions par point chaud • l'adaptation de la procédure d'évacuation si besoin (problème SSI); • en cas de perte d'utilité (gaz, électricité, vapeur, air comprimé, refroidissement), la mise à l'arrêt des installations; <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>